



unicef 

pour chaque enfant



**RAPPORT ANNUEL 2024**

## **UNICEF Côte d'Ivoire**

### **Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCARO)**

Cocody Riviera Golf

Face Direction des services techniques de la Mairie de Cocody

Abidjan, Côte d'Ivoire

**Courriel** : [abidjan@unicef.org](mailto:abidjan@unicef.org)

**Site web** : [www.unicef.org/cotedivoire](http://www.unicef.org/cotedivoire)

**Téléphone** : +225 27 22 47 99 20

**Citation suggérée** : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), *Rapport annuel de l'UNICEF 2024*

**Photographie de couverture** : © UNICEF/Frank Dejongh

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), avril 2025





TOUT TALLENTÉ PLEURE  
PAPA

# Avant-propos

En 2024, le Gouvernement, sous le leadership de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, a réalisé d'importants progrès socio-économiques vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

La Côte d'Ivoire a maintenu une trajectoire résiliente malgré les perturbations mondiales, enregistrant ainsi un taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) de 6,1 % en 2024 contre 4,2 % au niveau de la CEDEAO, l'investissement public et privé et la consommation étant les principaux moteurs de la croissance. En 2024, le gouvernement a continué la mise en œuvre de son deuxième Programme Social (PS Gouv 2, 2022-2024) pour lutter contre les fragilités et améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base.

Durant l'année 2024, des efforts considérables ont été faits au niveau de la santé en vue de permettre à 1 122 988 enfants de recevoir trois doses de vaccin DTC/Penta à l'échelle nationale (95 % contre 96 % en 2023). Sur la période couverte, l'UNICEF en collaboration avec le Gouvernement, a étendu le nombre d'unités de soins maternels kangourou (SMK) de 15 à 19, couvrant un objectif de 25 000 bébés prématurés. Par ailleurs, les actions ont permis à plus de 4 millions d'enfants de recevoir les deux doses de vitamine A et 21 029 enfants âgés de 6 à 59 mois ont été guéris de la malnutrition aiguë sévère.

En vue d'améliorer les conditions d'apprentissage, l'UNICEF toujours en collaboration avec le Gouvernement, a distribué des kits scolaires à 109 364 enfants au préscolaire et au primaire.

Parallèlement, l'UNICEF a soutenu le ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation dans son plaidoyer institutionnel, ce qui a conduit à un décret interministériel entre les trois ministères de l'Éducation sur la question des enfants non scolarisés, permettant ainsi des stratégies intégrées entre les ministères. Cette stratégie a permis la réintégration de 14 181 enfants, dont 7 013 filles à l'éducation formelle.

L'UNICEF a accompagné le Gouvernement pour piloter plusieurs initiatives telles que « Ma Classe Digitale Mobile », la « Classe itinérante » et « Unité mobile de formation » dont l'objet est de rapprocher l'école des enfants défavorisés dans les zones reculées.

L'UNICEF a continué son appui au système d'interopérabilité pour améliorer l'enregistrement des naissances, ainsi en 2024 plus de 600 000 enfants de moins d'un an ont été enregistrés. En 2024, avec l'appui de l'UNICEF en collaboration avec l'Union européenne, la Côte d'Ivoire a participé à la première Conférence internationale ministérielle sur la violence contre les enfants et le développement de l'initiative Spotlight 2.0.

En 2024, l'UNICEF a soutenu l'élaboration d'une analyse climatique du secteur de l'EHA et lancé une étude d'impact environnemental et social afin de garantir que tous les investissements dans les infrastructures soient soumis à des normes appropriées.

Par ailleurs, l'UNICEF a continué de mobiliser les investissements gouvernementaux, qui ont permis l'acquisition de 1 000 petits systèmes d'approvisionnement en eau fonctionnant à l'énergie solaire donnant accès à l'eau à au moins 2 millions de personnes. En 2024, l'UNICEF a élargi son champ d'action à la gouvernance et à la budgétisation participative locales, passant ainsi de six à neuf localités ciblées.

Le rapport d'activité 2024 de l'UNICEF en Côte d'Ivoire présente en détail les interventions menées au cours de l'année. Ces résultats n'auraient pu être réalisées sans le leadership et la coordination du ministère de l'Économie, du Plan et du Développement, l'engagement constant des 141 personnels de l'UNICEF qui sont basés à Abidjan, Man, Korhogo et Soubré aux côtés des autorités locales et des techniciens du Gouvernement de la Côte d'Ivoire, ainsi que le soutien financier des partenaires des bailleurs de l'UNICEF.



**Nialé Kaba**

Ministre de l'Économie, du Plan et  
du Développement



**Jean-François Basse**

Représentant de l'UNICEF en Côte d'Ivoire

# Table des matières

Avant-propos .....	iii
Abréviations et acronymes .....	1
Principales réalisations en 2024.....	2
Contexte général.....	4
Santé - VIH .....	9
Nutrition .....	12
Éducation .....	14
Protection de l'enfant .....	16
Eau, Hygiène et Assainissement .....	19
Protection sociale.....	22
La réponse aux urgences humanitaires.....	24
Adolescent·e·s et jeunes.....	27
Couverture médiatique .....	30
Budget.....	32
Remerciements .....	34

# Abréviations et acronymes

<b>AFD</b>	Agence française de développement
<b>ASC</b>	Agent de santé communautaire
<b>CAN</b>	Coupe d'Afrique des Nations
<b>CDE</b>	Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant
<b>CDN</b>	Contributions déterminées au niveau national
<b>CMU</b>	Couverture maladie universelle
<b>CONFEMEN</b>	Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie
<b>DPP</b>	Document de programme de pays
<b>EHA</b>	Eau, hygiène et assainissement
<b>GAVI</b>	Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination
<b>NEET</b>	Ni en emploi, ni en études, ni en formation
<b>ODD</b>	Objectifs de développement durable
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la Santé
<b>PCNUDD</b>	Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable
<b>PME</b>	Petites et moyennes entreprises
<b>PND</b>	Plan national de développement
<b>PTF</b>	Partenaire technique et financier
<b>RCCE</b>	Communication des risques et engagement communautaire
<b>RCE</b>	Résultat clé pour les enfants
<b>SIS</b>	Système d'information sanitaire
<b>SitAn</b>	Analyse de la Situation des enfants
<b>SMK</b>	Soins maternels kangourou
<b>SNMN</b>	Stratégie nationale multisectorielle de nutrition
<b>SRO</b>	Solutions de réhydratation orale
<b>UEMOA</b>	Union économique et monétaire ouest-africaine
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
<b>USAID</b>	Agence américaine pour le développement international
<b>VBG</b>	Violence basée sur le genre
<b>VCE</b>	Violence contre les enfants
<b>WCARO</b>	Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

# Principales réalisations en 2024

## Les réponses aux urgences



180 910 personnes, dont 168 117 enfants, ont bénéficié d'une assistance humanitaire

### Santé - VIH



79 % des nourrissons ont bénéficié d'un vaccin pentavalent.

1 204 845 adolescent·e·s et jeunes sensibilisés au VIH & 91 % nouveaux-nés testés contre le VIH.



953 bébés prématurés et de faible poids à la naissance ont survécu grâce aux SMK (contre 791 en 2023)



33 nouvelles maternités ont été officiellement désignées « amies des bébés », portant le total à 153.

### Éducation des enfants



88 000 enfants ont repris le chemin de l'école, pour un objectif de 74 424 enfants.



79,1 % d'achèvement du primaire & 72 % d'achèvement au niveau secondaire inférieur.

### Nutrition

73 plateformes communautaires d'information & groupes de femmes dans le cadre de l'initiative « First Foods ».



21 029 enfants âgés de 6 à 59 mois ont été guéri de la malnutrition aiguë sévère, soit une augmentation de 22 points de pourcentage par rapport à 2023.

### Adolescent·e·s et jeunes



79,1 % d'achèvement du primaire & 72 % d'achèvement au niveau secondaire inférieur.

259 096 jeunes ont bénéficié d'une formation professionnelle



## Eau, Hygiène et Assainissement



**12 500 personnes** (6 500 hommes et 6 000 femmes) des zones rurales des régions prioritaires ont accès aux services d'eau de base.



**19 953 personnes** (10 376 hommes et 9 577 femmes) ont arrêté la défécation à l'air libre dans 46 communautés rurales de trois sous-préfectures



De 2021 à 2024, **132 043 personnes ont eu accès à au moins une installation sanitaire de base**, dépassant ainsi l'objectif de 106 223 du descriptif de programme de pays

## Protection de l'enfance



**5 810 enfants** victimes de VBG assistés et soignés

**Diminution de la violence contre les enfants** de 87 % en 2016 à 75 % en 2021



**Baisse du travail des enfants** de 31 % en 2016 à 22 % en 2021



**621 476 enfants de moins d'un an ont été enregistrés en 2024**, portant le total à 2 410 000 enfants de moins d'un an enregistrés avec le soutien de l'UNICEF depuis 2021, soit 94 % de l'objectif cumulé de 2 573 292 enfants

## Inclusion sociale



L'UNICEF a élargi son champ d'action à la gouvernance et à la budgétisation participative locales, passant ainsi de six à neuf localités ciblées. Ce changement a permis à **180 adolescent·e·s et jeunes de six localités de bénéficier d'initiatives de renforcement des capacités**



40 872 adolescent·e·s et jeunes ont participé à des actions civiques, soit une **augmentation de 254 %** par rapport à 2023



# Contexte Général



Avec une population dynamique de 29,6 millions d'habitants<sup>1</sup>, la Côte d'Ivoire se hisse au troisième rang des pays les plus peuplés d'Afrique de l'Ouest. Le pays réalise d'importants progrès socio-économiques vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) grâce à sa démographie juvénile qui compte 75,3 % de personnes âgées de moins de 35 ans.

La tenue précédente de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) et la conquête de son troisième titre depuis la création du tournoi ont renforcé son leadership régional et conforté son ambition de s'imposer comme une force incontournable sur le continent africain. La participation des jeunes aux préparatifs de la CAN en 2024 a été sans précédent, donnant naissance à un mouvement national de volontariat soutenu par le ministre de la Jeunesse. Elle a également renforcé la réponse du gouvernement aux défis rencontrés par les jeunes, tant en matière de participation civique que de développement et de certification des compétences des jeunes, dans un paysage socio-économique qui restait complexe, marqué par des inégalités régionales et des lacunes en matière d'éducation et de formation professionnelle. Le Programme jeunesse du gouvernement, soutenu par l'UNICEF, a réalisé des progrès significatifs, s'alignant sur le Plan stratégique 2022-2025 et l'Agenda 2030 pour le développement durable. Le programme a touché plus de 648 435 jeunes<sup>2</sup>, dont 259 096 ont bénéficié d'une formation professionnelle, 3,8 millions ont été sensibilisés aux questions essentielles et 18 infrastructures ont été réhabilitées. La participation des jeunes a connu une augmentation significative, avec 40 872 adolescent-e-s et jeunes participant à des actions civiques, soit une augmentation de 254 % par rapport à 2023. Avec le soutien de l'UNICEF, le ministère de la Jeunesse a mis en place un programme de service civique pour favoriser l'engagement des jeunes dans les questions civiques tout en leur fournissant des compétences pratiques.

Outre l'accent mis sur le capital humain, les investissements publics dans les infrastructures, notamment dans les secteurs du numérique et des transports, une base industrielle robuste et l'exploration de nouvelles réserves pétrolières ont contribué au maintien de la Côte d'Ivoire en tant qu'économie à la croissance la plus importante, la plus rapide et la plus diversifiée de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). La croissance économique est supérieure de 3 points de pourcentage à la moyenne de l'Afrique subsaharienne<sup>3</sup>, le pays étant une plaque tournante en matière d'approvisionnement clé pour le Sahel et l'Afrique de l'Ouest francophone.

Bien que 2024 soit une année préélectorale, la Côte d'Ivoire a continué de bénéficier d'un climat marqué par une résilience, une stabilité et une sécurité économique. Cependant, le conflit actuel au Sahel et la détérioration de la situation sécuritaire au Burkina Faso ont entraîné une augmentation des demandeurs d'asile burkinabés, avec 25 921 nouvelles personnes<sup>4</sup> (dont 15 034 enfants) ayant franchi la frontière vers la Côte d'Ivoire entre janvier et

décembre 2024. En décembre 2024, la Côte d'Ivoire accueillait près de 70 500 demandeurs d'asile burkinabés.

La plupart des populations déplacées dans le nord de la Côte d'Ivoire sont des femmes et des enfants (82 %), dont 41 % sont des enfants en âge d'être scolarisés et plus de 19 % des enfants de moins de cinq ans. Cette situation exerce une pression supplémentaire sur les ressources limitées des communautés d'accueil et sur la disponibilité des services sociaux de base.

Ce déplacement massif de population a coïncidé avec le début de l'épidémie de dengue qui a débuté le 24 juillet 2024.

Au 16 décembre 2024, 484 cas suspects ont été recensés, dont 107 cas confirmés dans 35 districts sanitaires, avec 106 guérisons et un décès. Les enfants de moins de 15 ans représentaient 41,1 % des cas confirmés. En réponse, l'UNICEF a contribué au développement du Plan national de riposte contre l'épidémie de dengue, soutenu les activités de communication des risques et d'engagement communautaire (RCCE) et déployé quatre centres temporaires de dépistage et de traitement dotés de fournitures de prévention et de contrôle des infections dans les deux districts sanitaires les plus touchés. Ces efforts ont contribué à endiguer l'épidémie. De plus, 889 cas de dengue ont été signalés en 2024, l'UNICEF se concentrant sur la surveillance épidémiologique et la RCCE.

En dépit d'une croissance économique, la pauvreté reste élevée avec un taux de 37,5 %, après une baisse précédente de 44,4 % en 2015 à 39,4 % en 2021. Les groupes vulnérables (enfants, jeunes et femmes) sont les plus touchés, avec 46 % des enfants vivant dans des ménages monétairement pauvres et plus de 8,2 millions d'enfants (62,5 %)<sup>5</sup> souffrant de pauvreté multidimensionnelle (à partir de 3 privations sur les 7 dimensions de la pauvreté).

La pauvreté est particulièrement aiguë dans les zones rurales où le taux de pauvreté monétaire atteint 54,5 %, soit nettement supérieur à la moyenne nationale. Les inégalités persistent entre les zones rurales et urbaines, notamment par rapport à la capitale d'Abidjan.

L'Analyse de la Situation (SitAn) 2024 et les études socio-comportementales menées en 2024 soulignent la nécessité d'un changement socio-comportemental et d'un marketing social innovant en Côte d'Ivoire pour stimuler la demande en services sociaux, défendre les droits des enfants et mobiliser la participation communautaire.

1. Agence Nationale de la Statistique (ANStat), Recensement 2021.

2. Communiqué du Conseil des ministres du 18 septembre 2024.

3. FMI, Côte d'Ivoire : Favoriser la transformation économique et l'adaptation au changement climatique, 14 janvier 2025.

4. HCR Côte d'Ivoire, Rapport de situation sur les demandeurs d'asile, 31 décembre 2024.

5. UNICEF, Analyse des privations multiples des enfants (N-MODA), 2024.

## ODD 2/RCE 2



L'engagement de la Côte d'Ivoire à lutter contre la malnutrition a fait de la nutrition une priorité majeure et s'est traduit par un renforcement des cadres réglementaires, un élargissement des interventions dans les centres de santé et des approches communautaires multisectorielles, soutenues par des investissements nationaux. Le pays est en bonne voie pour atteindre

les objectifs mondiaux en matière de nutrition, avec des taux d'allaitement maternel exclusif atteignant 34 %. Pour pérenniser ces acquis, les efforts actuels doivent s'attaquer à la pauvreté alimentaire infantile (76 %) et à l'anémie (61 %), et se concentrer sur une prise décisionnelle fondée sur des données probantes, la réduction des inégalités et la résolution des nouveaux défis tels que le changement climatique et la publicité des aliments malsains.

## ODD 3/RCE 1<sup>1</sup>



Historiquement financé par GAVI (40 % en 2024) et d'autres partenaires, le programme de vaccination de la Côte d'Ivoire a vu la couverture vaccinale pour le Penta 3 (0-11 mois) passer de 95 % en 2023 à 96 % en 2024<sup>2</sup>. Cependant, près de 67 000 enfants « zéro dose » restent à vacciner, en particulier dans les régions et les villes du nord.

En 2024, l'UNICEF a soutenu à la fois la Déclaration d'Abidjan sur la transition vers un financement national et le Programme Élargi de Vaccination (PEV) de routine visant à réduire le nombre d'enfants « zéro dose » dans 38 districts. La réforme de la couverture maladie universelle (CMU) de 2024, qui a permis d'enrôler plus de 50 % de la population, est un point d'entrée essentiel pour améliorer la protection de la santé des enfants et des femmes vulnérables.

## ODD 4/RCE 3 & 4



Les efforts menés par le gouvernement, soutenus par l'UNICEF et ses partenaires, ont permis des progrès notables en matière de fréquentation préscolaire qui a augmenté en un an de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 11,6 % en 2024 (10,8 % pour les garçons et 12,4 % pour les filles)<sup>3</sup>. Cette modeste augmentation reflète l'impact du

plaidoyer de l'UNICEF pour développer les programmes préscolaires afin d'améliorer les acquis d'apprentissage fondamentaux. Le taux d'achèvement du primaire s'est également amélioré, passant de 78,6 % (80,0 % pour les filles et 76,2 % pour les garçons) en 2021 à 79,1 % en 2024 (84,1 % pour les filles et 74,4 % pour les garçons), la parité favorisant les filles. Ces améliorations découlent des efforts déployés depuis 2021 pour réduire les abandons scolaires grâce à la sensibilisation communautaire et à l'allocation de ressources. Dans l'enseignement secondaire inférieur, le taux d'achèvement est passé de 60,7 % (57,5 % pour les filles et 63,5 % pour les garçons) à 72 % (75,5 % pour les filles et 68,7 % pour les garçons) au cours de la même période.

## ODD 8 et 16/RCE 5 et 7

La violence contre les enfants (VCE) et le travail des enfants en Côte d'Ivoire sont en baisse (VCE : 87 % en 2016 à 75 % en 2021 ; travail des enfants : 31 % en 2016 à 22 % en 2021), mais le pays n'est pas en voie d'atteindre les cibles



des ODD. En effet, la violence menace les profits et les progrès économiques, ce qui nécessite une approche associant l'ensemble de la société pour trouver des solutions efficaces. La couverture des services sociaux s'est améliorée, le nombre de centres sociaux passant de 81 en 2020 à 191 en 2024 et celui des services de justice pour mineurs de 11 à 17. Cependant, la coordination et la qualité des services doivent être améliorées. L'enregistrement des naissances des enfants de moins d'un an a augmenté de deux points de pourcentage<sup>4</sup> à partir de 2023, mais reste insuffisant.

La décentralisation est essentielle pour que l'UNICEF puisse soutenir la réalisation de l'enregistrement universel des naissances d'ici 2030.

## ODD 6/RCE 8

Malgré les progrès antérieurs marqués par une baisse de la défécation à l'air libre de 33,8 % au niveau national (56,5 % en zone rurale) en 2012 à 19,2 % au niveau national (36,7 % en zone rurale) en 2021, le taux de défécation à l'air libre est resté élevé en 2024, en particulier dans les zones rurales (38 %) et au niveau national (21 %)<sup>5</sup>.

Les enfants et leurs familles en Côte d'Ivoire ont continué de faire face à des défis importants, 63,8 % n'ayant pas accès aux services d'assainissement de base et 69 % n'ayant pas accès à l'eau potable de base, en particulier dans les régions rurales. Ces privations critiques, associées à de mauvaises pratiques d'hygiène, contribuent largement aux maladies diarrhéiques, troisième cause de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans.

Malgré des investissements substantiels dans l'approvisionnement en eau en milieu urbain, l'exode rural et l'urbanisation rapide ont entravé les progrès, maintenant l'accès aux services d'eau de base à environ 90 % dans les zones urbaines.

Conscient de l'impact du changement climatique, marqué par la hausse des températures, les sécheresses et les inondations qui accroissent encore les risques et les vulnérabilités de la population, en particulier des enfants et des femmes, le gouvernement a négocié un accord de 1,3 milliard de dollars US pour la résilience et la durabilité avec le Fonds monétaire international (FMI).

À la suite de la publication du dernier rapport économique de la Banque mondiale et des conclusions du Rapport national sur le climat et le développement, le gouvernement entend garantir que le prochain Plan national de développement (PND) 2026-2030 soit un PND résolument « vert ».

Sauf indication contraire, toutes les données sont extraites de l'Analyse de la Situation (SitAn) des enfants et des adolescent-e-s 2024.

1. « RCE » signifie Résultat clé pour les enfants.

2. Estimations OMS/UNICEF de la couverture vaccinale nationale.

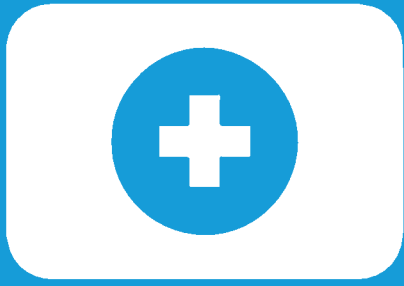
3. Ministère de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation, Systèmes d'information pour la gestion de l'éducation (EMIS), 2023-2024.

4. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, Annuaire statistique d'état civil, 2023.

5. Programme commun OMS/UNICEF de suivi 2023.







# Santé - VIH





© UNICEF/UNI670961/Dejongh



## Vaccination

Le système de santé ivoirien a marqué un tournant en 2024 lorsque le pays a adopté le Plan de transition vers l'autofinancement du programme de vaccination, lui permettant de mettre fin au soutien financier GAVI d'ici 2030. Ceci a été rendu possible grâce à la forte volonté du gouvernement et à l'expertise technique opportune sur le financement national et la gestion de l'approvisionnement en vaccins fournie par l'UNICEF Côte d'Ivoire, le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCARO) et les partenaires de la santé.

En tant que co-chef de file du Groupe des résultats des Nations Unies sur les services sociaux de base, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'UNICEF a apporté son soutien au gouvernement, contribuant ainsi à faire progresser de manière significative la santé maternelle, néonatale et infantile, la lutte contre le VIH, la vaccination et la santé communautaire dans le cadre de la réforme de la couverture maladie universelle (CMU). L'UNICEF a soutenu l'introduction du vaccin contre le paludisme, la Côte d'Ivoire étant le dixième pays au monde à le faire, avec 89 985 enfants âgés de 6 à 23 mois vaccinés dans 38 des 113 districts sanitaires, améliorant ainsi considérablement les chances de survie des enfants de moins de cinq ans, car le paludisme reste la principale cause de décès.

Globalement, en termes de couverture vaccinale (RCE 1), d'ici fin 2024, sur la base des données administratives, 1 122 988 enfants ont reçu le DTC3 (95 % contre 96 % en 2023), 1 060 229 ont été vaccinés avec le BCG (88 % contre 87 % en 2023) et 1 105 142 ont reçu la première dose du vaccin contre la rougeole/rubéole (93 %, comme en 2023). Lors des campagnes de vaccination de masse, 9 384 252 enfants de moins de cinq ans ont été vaccinés contre la polio (107 %), et 6,7 millions d'enfants de moins de cinq ans ont reçu le vaccin contre la rougeole/rubéole (98 %).

Grâce à des efforts intersectoriels intégrant les stratégies de CSC et celles liées aux jeunes et aux adolescent-e-s, l'UNICEF a amélioré la couverture vaccinale, atteignant davantage d'enfants sous-vaccinés ou « zéro dose ». Cette dernière stratégie a été renforcée en 2024 avec le soutien du Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCARO) et du siège. La collecte et l'exploitation de données socio-comportementales ont également contribué à l'élaboration du plan de CSC pour lutter contre les épidémies de dengue et améliorer les interventions visant à promouvoir la demande de vaccins contre le papillomavirus humain (HPV) et le paludisme. Ces interventions ont été menées en se fondant sur les sondages U-Report sur l'acceptabilité des vaccins.



## Santé maternelle-néonatale

L'UNICEF a renforcé la résilience du système de santé en lançant la numérisation des processus de santé communautaire dans cinq districts de la région de Poro. Cette initiative a équipé 450 agents de santé communautaires (ASC) et 150 superviseurs de tablettes numériques et de smartphones pour améliorer les soins de santé et la collecte de données en temps réel et transmises à la plateforme du Système d'information sanitaire (SIS) du district. Cette initiative innovante sera étendue en 2025 et couvrira les programmes de vaccination et de lutte contre le paludisme. Par ailleurs, parmi les 541 nouveau-nés de mères séropositives, 91 % ont été testés avant l'âge de 2 mois, contre 78 % en 2023. Ces améliorations sont dues à l'implication des ASC.

Pour soutenir la santé maternelle, néonatale et infantile, l'UNICEF a étendu le nombre d'unités de soins maternels kangourou (SMK) de 15 à 19, couvrant un objectif de 25 000 bébés prématurés. L'UNICEF a également distribué 1 188 985 carnets de santé mère-enfant et 50 000 guides pour sage-femmes aux établissements de santé. Les professionnels de santé qualifiés ont pu assister 102 370 accouchements (contre 98 866 en 2023), tandis que 953 bébés prématurés ont survécu grâce aux SMK (contre 791 en 2023). L'UNICEF a également renforcé les capacités de 1 350 professionnels de santé et aidé les établissements de santé et les ASC à améliorer la qualité des soins contre la pneumonie, la diarrhée et le paludisme, principales causes de décès chez les moins de cinq ans. Au niveau communautaire, 1 183 127 enfants de moins de cinq ans ont bénéficié de visites par les ASC (contre 943 032 enfants visités en 2023), avec 11 252 enfants traités pour diarrhée avec des solutions de réhydratation orale (SRO) et Zinc (contre 10 619 en 2023), 25 541 enfants recevant des antibiotiques contre la pneumonie (contre 22 656 en 2023) et 20 624 enfants traités contre le paludisme (contre 29 119 en 2023).



## VIH

En 2024, 1 204 845 adolescent-e-s et jeunes supplémentaires (50 % de femmes et 300 personnes handicapées) ont bénéficié d'informations sur la prévention du VIH, la prévention des grossesses précoces, la vaccination contre le HPV, la santé mentale et la nutrition, portant le total à 3 141 546. La plateforme U-Report a été utilisée pour sensibiliser les jeunes aux vaccins contre le HPV et le paludisme, et les réponses aux enquêtes ont influencé la mise à jour des centres d'information et des stratégies de communication du ministère de la Santé et de l'UNICEF. Les centres d'information ont également été mis à jour sur la polio et la dengue afin de mieux informer les adolescent-e-s et les jeunes. Le modèle U-Test a continué d'être déployé dans 110 districts sanitaires, intensifiant la réponse nationale à la prévention du VIH chez les adolescent-e-s et les jeunes, en particulier parmi les populations clés.



# Nutrition

# 3



## Renforcement des capacités institutionnelles

En 2024, en tant que chef de file du Groupe des partenaires pour la nutrition, et en partenariat avec l'Union européenne, l'UNICEF a contribué de manière significative à l'amélioration de l'environnement politique en matière de nutrition. Cet effort a abouti à l'approbation de la Stratégie nationale multisectorielle de nutrition (SNMN) budgétisée pour 2024-2030 et à la mise en œuvre d'une programmation fondée sur des données probantes par l'intermédiaire de la Plateforme nationale d'information sur la nutrition. Des discussions sur les politiques budgétaires visant à promouvoir une alimentation saine ont été lancées, avec un potentiel d'impact systémique en 2025. L'UNICEF s'est imposé comme un **partenaire clé du dialogue national de haut niveau en vue du prochain Sommet sur la nutrition pour la croissance 2025** et de la mise en œuvre de la SNMN. La stratégie met l'accent sur le renforcement des systèmes, l'innovation et les financements innovants pour la nutrition. L'UNICEF a également joué un rôle actif dans les discussions stratégiques sur l'approche multisectorielle communautaire et les systèmes alimentaires pour la nutrition, en collaboration avec les autorités locales et le secteur privé, notamment les associations d'agricultrices, les petites et moyennes entreprises (PME) et le Réseau des Organisations de jeunesse, pour la Nutrition, l'Alimentation et le Développement Durable de Côte d'Ivoire (ROJNAD-CI).



© UNICEF/UNI516042/Dejongh



## Campagne de SVA et malnutrition

Grâce au soutien de l'UNICEF, **21 029 enfants âgés de 6 à 59 mois ont été guéri de la malnutrition aiguë sévère**, soit une augmentation de 22 points de pourcentage par rapport à 2023. La supplémentation en vitamine A a été dispensée avec succès dans le cadre des services de santé de routine dans 73 des 113 districts sanitaires et grâce à des campagnes de porte-à-porte, soutenues par le réseau U-report. De plus, **33 nouvelles maternités ont été officiellement désignées « amies des bébés »**, portant le total à 153. Toutes ces interventions nutritionnelles à fort impact ont contribué de manière significative à améliorer la survie et la croissance des enfants.



## Nutrition communautaire

L'UNICEF a mis en place des innovations, telles que des compléments alimentaires pour les jeunes enfants, des compléments lipidiques dans les zones extrêmement vulnérables et des actions communautaires multisectorielles ciblées en faveur des demandeurs d'asile. L'UNICEF a également soutenu le maintien et le développement de **73 plateformes communautaires d'information pour la nutrition** et collaboré avec des groupes de femmes dans le cadre de l'initiative « First Foods », qui prend son essor grâce au soutien de ses partenaires et donateurs.



© UNICEF/UNI610250/Dejongh



# Éducation

# 4



## Accès équitable et durable à l'éducation Amélioration des résultats d'apprentissage

En 2024, l'UNICEF a renforcé le leadership de la Côte d'Ivoire au sein de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN) 2024-2025, en stimulant la visibilité internationale du pays lors des événements parallèles de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre. Cette année, la Côte d'Ivoire a été reconnue comme un pionnier de la réforme de l'éducation, ayant adopté une stratégie d'éducation inclusive pour faciliter l'accès et/ou le retour à l'école des enfants obligés d'abandonner leur scolarité pour diverses raisons (santé, grossesse précoce, déplacement, etc.) et une stratégie d'apprentissage de l'enseignement primaire pour améliorer les résultats d'apprentissage. En outre, le pays a lancé la régionalisation du recrutement des enseignants pour remédier à la pénurie importante de personnel enseignant. Le leadership de la Côte d'Ivoire en matière de numérisation et d'égalité des genres a encore plus positionné l'UNICEF comme un partenaire clé grâce à son assistance technique dans ces domaines.

En mettant l'accent sur une réforme systémique visant à améliorer les indicateurs RCE 3, l'UNICEF, chef de file du Groupe des résultats des Nations Unies sur l'éducation, a renforcé son plaidoyer institutionnel, ce qui a conduit à un décret interministériel entre les trois ministères de l'Éducation sur la question des plus de 2,3 millions d'enfants non scolarisés, permettant ainsi des stratégies intégrées entre les ministères. De plus, des initiatives intersectorielles (santé des adolescent-e-s, hygiène, protection de l'enfance, changement social et comportemental) ont conduit à la création et à la quasi-finalisation d'un partenariat avec la Banque mondiale pour un montant de 5 millions de dollars US et d'un autre avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour un montant de 3 millions de dollars US. Ces partenariats visent à faciliter l'accès des filles à l'enseignement secondaire et à réduire le risque d'abandon scolaire.

En 2024, 14 181 enfants ont repris le chemin de l'école grâce aux investissements soutenus par l'UNICEF dans de nouvelles installations et des parcours éducatifs alternatifs, notamment des espaces d'apprentissage temporaires pour 2 379 enfants demandeurs d'asile. Ce chiffre s'ajoute aux 73 827 élèves réintégrés entre 2021 et 2023. Au total, **plus de 88 000 enfants ont été réintégrés, pour un objectif de 74 424 enfants.**

Grâce au soutien de l'UNICEF, une avancée majeure a été réalisée avec l'introduction du Certificat de Qualification aux Métiers (CQM) qui permet aux jeunes formés par des Maîtres Artisans d'obtenir une reconnaissance officielle de leurs compétences. Ce nouveau système de certification ouvre la voie à une meilleure insertion professionnelle des jeunes déscolarisés et promet également de réduire encore le taux d'enfants ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET). Pour parvenir à un changement à l'échelle du système, l'UNICEF a soutenu la création d'unités régionales de prévention et de gestion des risques et, avec le ministère de l'Éducation nationale, a élaboré un protocole « école sûre » décrivant les principaux risques et les réponses appropriées aux risques, y compris l'impact du changement climatique.

L'UNICEF s'efforce constamment de produire des données probantes pour la prise de décision, notamment grâce à la recherche « Data Must Speak » menée avec UNICEF Innocenti, qui a permis d'identifier les bonnes pratiques dans les écoles performantes à ressources égales. Ces bonnes pratiques seront diffusées et proposées pour être mises à l'échelle afin d'améliorer les résultats d'apprentissage au primaire et de contribuer au RCE 4 en 2025. L'objectif est d'atteindre des résultats tout en optimisant les coûts de mise en œuvre et en renforçant l'appropriation et la responsabilisation locales.

L'UNICEF a continué d'innover pour adapter les activités éducatives à la demande. Plusieurs initiatives sont actuellement testées, telles que « Ma Classe Digitale Mobile », qui donne accès à la plateforme nationale d'enseignement à distance dans les zones non connectées, la « Classe itinérante », qui propose un enseignement de base aux enfants non scolarisés des régions cacaoyères, et l'« Unité mobile de formation » qui dispense des formations techniques courtes et certifiantes aux jeunes des zones reculées. Ces projets pilotes seront analysés en vue d'une éventuelle mise à l'échelle avec le gouvernement et ses partenaires en 2025.





# Protection de l'enfant

# 5



## Renforcement du système de protection de l'enfance

En 2024, le plaidoyer de l'UNICEF a conduit à la refonte du travail du Comité Interministériel de Protection de l'Enfance. À la suite de cela, le Comité d'experts a examiné et validé la stratégie nationale budgétisée de protection de l'enfance.

Les efforts de l'UNICEF ont également permis à la Côte d'Ivoire de renouveler son engagement pour mettre fin à la violence contre les enfants (VCE). Cet engagement a été concrétisé par la participation à la première Conférence internationale ministérielle sur la violence contre les enfants et le développement de l'initiative Spotlight 2.0, un effort conjoint des Nations Unies et de l'Union européenne piloté par le ministre de la Famille, de la Femme et de l'Enfant. Ces initiatives ont donné la priorité aux droits de l'enfant dans l'agenda politique et promu une approche harmonisée de la lutte contre la violence et la violence basée sur le genre (RCE 5). En 2024, quelque 5 810 enfants ont bénéficié de soins et d'une assistance grâce aux services soutenus par l'UNICEF, soit une augmentation de 10 % par rapport à 2023. Depuis 2021, 21 198 victimes de violence ont été atteintes, dépassant l'objectif de six points de pourcentage.

Les efforts du gouvernement pour éliminer le travail des enfants se sont poursuivis, **la Côte d'Ivoire étant le seul pays à avoir enregistré une baisse de 10 points de pourcentage du travail des enfants au cours de la dernière décennie**. Cette volonté politique s'est traduite par la décentralisation des plans de coordination de la lutte contre le travail des enfants. L'UNICEF a joué un rôle clé en impliquant les entreprises du secteur privé dans le renforcement du système de protection de l'enfance (notamment l'enregistrement des naissances), en mobilisant des ressources pour s'attaquer aux causes profondes du travail des enfants. L'UNICEF a fourni des orientations pour un Cadre d'action signé par les États-Unis d'Amérique, la Côte d'Ivoire, le Ghana et la World Cocoa Foundation, adoptant une approche de renforcement du système de protection de l'enfance, une avancée majeure dans le contexte actuel.



## Lutte contre le travail des enfants

En 2024, avec le soutien de l'UNICEF, le ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant est devenu pleinement autonome dans la gestion du système d'information sur la protection de l'enfance, notamment dans la production de l'annuaire statistique annuel, un outil essentiel à la prise de décision. Le soutien au système numérique de gestion des dossiers s'est poursuivi et a bénéficié d'un appui politique. Un protocole d'accord sera signé pour le déploiement à grande échelle du système numérique après une évaluation de fin d'année.

Le soutien à la transformation numérique a été étendu au système judiciaire en 2024 et sera intensifié en 2025. Le travail de l'UNICEF visant à renforcer les effectifs des services sociaux a progressé avec le développement de modules de formations en ligne.

Des orientations nationales sur la parentalité ont été élaborées en 2024 et seront mises en œuvre en 2025 par les travailleurs sociaux, l'accent étant mis sur le renforcement de la prise en charge familiale des enfants handicapés, une avancée majeure dans un pays où 9 % des enfants vivent avec un handicap.





© UNICEF/UNI575366/DeJongh



## Enregistrement des naissances

Outre l'interopérabilité, la décentralisation a été ajoutée pour améliorer l'enregistrement des naissances des enfants de moins d'un an (RCE 7), réalisant une augmentation de deux points de pourcentage entre 2023 et 2026, pour atteindre 57,9 %. Au total, 621 476 enfants de moins d'un an ont été enregistrés en 2024, portant le total à 2 410 000 enfants de moins d'un an enregistrés avec le soutien de l'UNICEF depuis 2021, soit 94 % de l'objectif cumulé de 2 573 292 enfants. Des analyses des processus opérationnels ont été menées dans les régions comptant le plus grand nombre d'enfants non enregistrés.

Le gouvernement a confirmé la création de centres d'état civil dans tous les centres hospitaliers universitaires et régionaux en 2025, un résultat majeur du plaidoyer de l'UNICEF. Le rôle de plus de 3 000 travailleurs sociaux dans le processus d'enregistrement des naissances a été formalisé afin de garantir l'équité et de ne laisser aucun enfant de côté.



# Eau, Hygiène et Assainissement

# 6



## Approvisionnement en eau

L'année 2024 a été une année de transformation pour le secteur Eau, Hygiène et Assainissement (EHA). L'UNICEF a continué de soutenir le gouvernement et de dialoguer avec le Groupe des donateurs EHA afin de créer un environnement propice à un accès durable aux services EHA, tant dans les situations de développement que d'urgence. Une attention particulière a été portée aux défis structurels liés à la mobilisation de fonds verts pour le climat dans le secteur EHA. Avec le soutien de l'UNICEF, une analyse climatique du secteur de l'EHA a été élaborée. En 2024, l'UNICEF a également lancé son étude d'impact environnemental et social afin de garantir que tous les investissements dans les infrastructures soient soumis à des normes appropriées.



## Services d'assainissement de base

Le renforcement des infrastructures EHA a permis à 12 500 personnes supplémentaires (6 500 hommes et 6 000 femmes) des zones rurales des régions prioritaires d'accéder aux services d'eau de base, portant le total à 58 838 depuis 2021. Parmi elles, 2 000 ont pu accéder à des services EHA résilients au changement climatique, grâce à ses systèmes d'eau innovants, polyvalents et alimentés à l'énergie solaire. L'UNICEF a continué de mobiliser les investissements gouvernementaux, qui ont quadruplé depuis 2023 permettant l'acquisition de 1 000 petits systèmes d'approvisionnement en eau fonctionnant à l'énergie solaire donnant accès à l'eau à au moins 2 millions de personnes.





## Mettre fin à la défécation à l'air libre

L'UNICEF est resté le principal contributeur à l'ODD 6.2 – RCE 8 : 19 953 personnes supplémentaires (10 376 hommes et 9 577 femmes), qui ont arrêté la défécation à l'air libre dans 46 communautés rurales de trois sous-préfectures supplémentaires, ont également accès à des installations sanitaires de base puisque les critères de Certification « Zéro défécation à l'air libre » incluent des toilettes améliorées au niveau des ménages.

De 2021 à 2024, un total de 132 043 personnes ont eu accès à au moins une installation sanitaire de base avec le soutien direct de l'UNICEF, dépassant ainsi l'objectif de 106 223 du descriptif de programme de pays. Le passage de l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) au niveau de la sous-préfecture à une approche régionale a été lancé en 2024 dans la région du Worodougou sous la direction du ministre de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité, et ouvre la voie à des résultats plus rapides et à plus grande échelle dans les années à venir.



Afin d'opérationnaliser la stratégie nationale EHA dans les établissements de santé 2023-2030, élaborée avec le soutien de l'UNICEF à travers le couplage des stratégies EHA avec les stratégies de santé et la mutualisation des ressources, un ensemble de services EHA résilients au changement climatique a été fourni à 27 ESS, dont deux hôpitaux, couvrant au moins 165 000 patients.

Le passage de l'approche trois étoiles pour l'EHA dans les écoles à l'approche d'inspection a été intensifié en 2024, en partenariat étroit avec le ministère de l'Éducation nationale. Au total, 223 écoles ont bénéficié de la formation, soit 49 288 élèves au total, dont 8 091 ont eu accès aux services EHA dans 45 écoles. Ils ont acquis des compétences essentielles et été sensibilisés aux meilleures pratiques en matière d'EHA, en mettant l'accent sur la gestion de l'hygiène menstruelle en milieu scolaire et communautaire.



# Protection sociale

# 7

Le soutien de l'UNICEF aux mécanismes de surveillance de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE) a conduit à des réalisations significatives, la société civile ayant produit un rapport sur les progrès réalisés en matière de droits de l'enfant et la mise en œuvre des recommandations de la CDE, renforçant ainsi la défense des droits de l'enfant.

L'UNICEF a également inclus une meilleure prise en compte des droits de l'enfant dans le rapport national de l'Examen périodique universel (EPU). Une révision du cadre juridique relatif aux droits de l'enfant et aux entreprises, à la suite des discussions sur l'Observation générale No. 16 de la CDE, devrait renforcer la protection des droits des enfants qui travaillent. Ceci est crucial pour la Côte d'Ivoire, pays à l'économie la plus importante et à la croissance la plus rapide de la sous-région. L'UNICEF a renoué un partenariat avec une organisation de personnes handicapées et consulté des organismes gouvernementaux et des organisations de la société civile afin de mieux comprendre leurs besoins.

Le maintien du leadership de l'UNICEF en matière de données sur les enfants, à l'appui du plaidoyer en faveur de l'agenda des enfants, la production de preuves à travers l'Analyse de la Situation des enfants (SitAn), l'analyse de l'équité et de la vulnérabilité, et les analyses approfondies des facteurs déterminants des résultats clés pour les enfants ont tous contribué à fournir au gouvernement et à ses partenaires de nouvelles preuves solides sur la situation des enfants en Côte d'Ivoire, en particulier les plus vulnérables, et à alimenter l'analyse commune de pays.

En 2024, l'UNICEF a renforcé son soutien à la production de données socio-comportementales par le biais de recherches sur les causes du travail des enfants dans la Nawa et sur les facteurs déterminants d'une alimentation équilibrée pour les enfants dans le cadre de l'initiative « First Foods », afin de soutenir le déploiement à grande échelle des innovations. De plus, l'engagement communautaire dans les régions du Bounkani, de la Nawa et du Tchologo a été étendu à

148 localités pour recueillir des retours d'expérience, collecter des données et co-créer des solutions pour les droits de l'enfant, avec la participation des radios locales. Cela devrait renforcer l'appropriation locale et la pérennité des résultats.

En 2024, l'UNICEF a élargi son champ d'action à la gouvernance et à la budgétisation participative locales, passant ainsi de six à neuf localités ciblées. Ce changement a permis à 180 adolescent-e-s et jeunes de six localités de bénéficier d'initiatives de renforcement des capacités. La collaboration avec les acteurs locaux des trois autres localités a préparé le développement futur à plus grande échelle d'initiatives de gouvernance participative adaptées aux enfants. Pour renforcer l'autonomie des jeunes en matière de leadership local, l'UNICEF a intégré des modules sur les droits de l'enfant et la gestion des finances publiques dans les programmes de formation à la budgétisation participative. Par ailleurs, l'élaboration d'une stratégie de financement public pour les enfants guidera son programme de mobilisation des ressources nationales.

À l'avenir, l'UNICEF prévoit de poursuivre sa collaboration avec le gouvernement et ses partenaires par l'intermédiaire du sous-groupe sur la gouvernance locale afin de mettre en place une approche nationale de la gouvernance locale participative, y compris la budgétisation participative. Cette initiative vise à institutionnaliser la budgétisation participative, en comblant le fossé entre les pratiques locales et le cadre juridique national régissant la gestion des structures locales.





# La réponse aux urgences humanitaires

# 8

## Action et résilience humanitaire, parité et résultats transversaux

Face à la crise du Sahel central et à ses effets dévastateurs dans le nord de la Côte d'Ivoire, l'UNICEF a piloté les efforts des agences onusiennes pour renforcer la résilience des communautés et des systèmes, tout en apportant une réponse humanitaire dans le cadre de la procédure d'urgence de niveau 1 pour les pays côtiers en 2024. L'UNICEF a répondu aux besoins humanitaires de 180 910 personnes, dont 168 117 enfants. L'UNICEF a également répondu à l'épidémie de variole et aux effets du changement climatique (tempêtes violentes et inondations ayant un impact sur les infrastructures sociales) dans le nord et le sud-ouest de la Côte d'Ivoire.

Le renforcement des capacités et de la coordination pour la préparation et la réponse aux situations d'urgence, y compris l'intégration de la dimension de genre dans les Principaux engagements envers les enfants, avec le soutien du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, a contribué à renforcer les capacités d'urgence du personnel de l'UNICEF et des groupes de travail sectoriels sur la nutrition, l'éducation, l'EHA, l'assainissement et la protection de l'enfance (chefs de file des groupes sectoriels). La coordination avec les autorités locales et les acteurs de la société civile, ainsi que les fournitures prépositionnées localement, ont été les principaux moteurs des résultats obtenus. Néanmoins, malgré cela, seuls 37 % des 13,65 millions de dollars demandés au titre de l'action humanitaire pour les enfants ont été financés, dans un contexte de limitation des ressources humanitaires et de non-déclaration de l'état d'urgence par le gouvernement.



Le sous-financement a touché tous les secteurs, sauf celui de la nutrition où les objectifs ont été dépassés : 4 111 enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition sévère ont été traités (objectif : 3 000 enfants) et 146 594 enfants ont reçu des suppléments de vitamine A (objectif : 80 000 enfants).

L'UNICEF a fourni de l'eau potable pour la consommation et les besoins domestiques à 11 777 personnes, dont 4 938 enfants (objectif : 25 000 personnes) ; 3 057 personnes ont reçu des kits d'hygiène (objectif : 30 000 personnes) ; 39 510 enfants (réfugiés et communautés d'accueil) ont été vaccinés contre la rougeole (objectif : 70 000 enfants) ; 22 016 enfants (10 523 filles) ont reçu du matériel pédagogique individuel (objectif : 25 000 enfants), et 688 enfants ont bénéficié d'une prise en charge individuelle pour leur protection (objectif : 1 000 enfants). En outre, 78 283 personnes (contre seulement 8 059 en 2023) ont reçu des informations et des ressources essentielles sur la protection de l'enfance, notamment sur les droits de l'enfant, la violence basée sur le genre (VBG), la protection contre les violences et les moyens de signaler les cas d'exploitation et d'abus sexuels.

En 2024, la responsabilité et la capacité de l'ensemble du bureau en matière de parité ont été renforcées, 75 % du personnel ayant suivi la formation GenderPro. Guidée par la Politique 2021-2030 de l'UNICEF en matière d'égalité des genres et le Plan d'action 2022-2025 pour l'égalité des genres, l'analyse de genre a été intégrée tout au long du processus d'élaboration du nouveau descriptif de programme de pays 2026-2030. Les premières conclusions de la Revue Programmatique Genre (GPR), menée avec le soutien du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et dirigé par le Groupe de travail sur l'égalité des genres, ont permis l'adoption de l'approche de programmation axée sur la lutte contre les normes sexistes néfastes et les déséquilibres de pouvoir et leur transformation en tant que stratégie de changement essentielle dans le cadre de la théorie du changement et du cadre de résultats.

Le bureau a défendu le leadership et la participation des adolescentes en adoptant efficacement la Stratégie de programme 2022-2025 pour les adolescentes et l'Approche intentionnelle centrée sur les filles en Afrique de l'Ouest et du Centre 2024 dans tous les secteurs et en mettant en œuvre une programmation ciblée et axée sur les filles. L'UNICEF a également joué un rôle complémentaire mais essentiel dans l'atténuation des risques de VBG dans les situations d'urgence, en collaborant avec le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et ONU Femmes sur la programmation conjointe pour la résilience dans le nord-est.

### Facilitateurs et résultats de la gestion du bureau

Le bureau a renforcé ses mécanismes de gestion et de contrôle internes en améliorant la gestion financière, la gestion des approvisionnements et des actifs, le recrutement et le développement des talents, tout en renforçant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et le bien-être psychologique du personnel et en créant un environnement axé sur les personnes et la culture organisationnelle. Tout cela a contribué à améliorer la qualité de la mise en œuvre du programme. Ainsi, plus de 90 % des objectifs définis dans le Plan de gestion annuel ont été atteints.





# Adolescent·e·s et jeunes

9



En 2024, le programme pour la jeunesse du gouvernement ivoirien, soutenu par l'UNICEF, a réalisé des progrès remarquables dans la transformation du développement de la jeunesse, démontrant l'impact direct des interventions de l'UNICEF. Ce succès s'aligne sur la théorie du changement, qui affirme que les investissements dans l'éducation, la formation professionnelle et l'engagement civique améliorent durablement l'autonomie et le bien-être des jeunes.

Ce programme s'est directement attaqué aux principaux défis auxquels sont confrontés les jeunes, notamment les opportunités éducatives et professionnelles limitées, le manque de reconnaissance formelle des compétences et les obstacles à une participation civique active. Grâce au soutien de l'UNICEF, le Programme gouvernemental pour la jeunesse 2023-2025 a touché plus de 648 435 jeunes, formé 259 096 jeunes, sensibilisé 3,8 millions de personnes et réhabilité 18 infrastructures, pour un budget total de 38,7 milliards de FCFA.

Parmi les obstacles au développement et à l'employabilité des jeunes en Côte d'Ivoire figurent la mauvaise qualité et l'absence de certification formelle des formations professionnelles

informelles dispensées par les Maîtres Artisans. Bien que près de 600 000 jeunes bénéficient actuellement de ces formations, les programmes ne sont ni normalisés ni officiellement reconnus. Par conséquent, de nombreux jeunes n'acquièrent pas les qualifications nécessaires pour obtenir un emploi stable, ce qui contribue à un taux élevé de NEET et à un gaspillage des ressources investies dans la formation informelle.

En 2024, grâce au soutien de l'UNICEF, une avancée majeure a été réalisée avec l'introduction du Certificat de Qualification aux Métiers, qui permet aux jeunes formés par les Maîtres Artisans d'obtenir une reconnaissance formelle de leurs compétences. Ce nouveau système de certification ouvre non seulement la voie à une meilleure intégration professionnelle des jeunes non scolarisés, mais promet également de réduire davantage le taux de NEET. De plus, le renforcement du ministère de la promotion de la jeunesse et la mise en place d'un programme de service civique ont encouragé la participation des jeunes aux affaires civiques tout en les dotant de compétences pratiques.

L'engagement civique constitue un autre domaine d'intérêt. Avant 2024, la participation des jeunes à la vie publique était limitée en raison du manque de ressources et d'organisation. Le soutien de l'UNICEF aux programmes de compétences nécessaires à la vie courante (CVC) et l'intégration de l'éducation à la paix et à la cohésion sociale ont permis de former 7 000 jeunes, dont des filles. Ces jeunes formés sont devenus des ambassadeurs de la paix, notamment dans les régions du nord où les agitations sociales étaient plus fréquentes. L'initiative « Girl Power » a été un autre succès majeur, qui a permis d'autonomiser les filles en renforçant leur autonomie et leur participation aux activités sociales et économiques. Cette initiative a marqué des progrès significatifs en matière de droits des filles et d'égalité des genres, contribuant à un environnement plus équitable.

Le programme gouvernemental en faveur de la jeunesse s'est heurté à un problème majeur, à savoir la nature à petite échelle des interventions, qui a entravé leur impact à plus grande échelle. Si la formation des Maîtres Artisans était essentielle, l'absence de certification signifiait que les compétences acquises n'étaient pas pleinement utilisées. Le soutien de l'UNICEF a été déterminant dans la création d'un système de certification professionnelle, garantissant la qualité de la formation et améliorant l'intégration des jeunes sur le marché du travail.

Le manque de liens entre les jeunes et les entreprises locales constituait un autre défi. La collaboration de l'UNICEF avec l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM), l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les Chambres de Commerce pour organiser trois salons de l'emploi a permis de combler cette lacune. Ces événements ont permis à 2 000 jeunes d'acquérir de nouvelles compétences et d'entrer en contact avec des entreprises locales, améliorant ainsi leurs chances de décrocher un emploi durable et réduisant directement le chômage des jeunes.

L'UNICEF a également joué un rôle majeur dans la mise en œuvre de programmes clés, tels que le programme de service civique pour les jeunes et le système de certification professionnelle. Sa contribution a notamment consisté à introduire des outils innovants tels que les

processus d'apprentissage et la méthodologie DACUM (acronyme pour *Developing a Curriculum*), qui ont permis de normaliser et d'améliorer la qualité de la formation offerte par les Maîtres Artisans. Ces efforts ont permis de renforcer l'enseignement professionnel et d'améliorer directement les perspectives professionnelles des jeunes.

Enfin, les efforts de plaidoyer de l'UNICEF ont été essentiels pour promouvoir l'engagement civique des jeunes et soutenir les programmes de paix et de cohésion sociale. Ils ont contribué à la réussite des réformes de l'apprentissage, qui ont directement profité aux jeunes de tout le pays. Grâce au soutien de l'UNICEF, le gouvernement ivoirien a renforcé sa capacité institutionnelle, en élargissant le programme destiné à la jeunesse pour un impact durable.



© UNICEF/UNI323345/Dejongh



# Couverture médiatique

# 10



© UNICEF/UN0419035/Darassouba

En 2024, l'UNICEF, suivant les directives du Secrétaire général visant à renforcer une approche fondée sur les droits de l'enfant au sein des Nations Unies, a intensifié son leadership en matière de plaidoyer pour les droits de l'enfant, en l'articulant autour de grands événements nationaux fédérateurs, dont la CAN, en s'associant à des champions nationaux de football, comme Sébastien Haller. Il s'agissait d'une avancée majeure en faveur des droits de l'enfant, accordant la priorité au droit à une identité juridique et à l'enregistrement des naissances comme pierre angulaire de tous les droits de l'enfant. En outre, l'UNICEF a mis à profit le rôle de leader et la participation de la Côte d'Ivoire aux forums mondiaux, notamment la délégation du pays à l'Assemblée générale des Nations Unies et la première Conférence ministérielle mondiale sur l'élimination de la violence à l'égard des enfants.

Selon le rapport de suivi des médias, l'année 2024 a été marquée par une forte couverture médiatique, aussi bien dans la presse écrite, numérique, audiovisuelle et radio :



112 039 478 personnes sensibilisées



440 émissions de radio sur 12 chaînes locales



2 082 mentions

Cela représente une augmentation de près de 50 % par rapport à 2023 (1 418 mentions), qui était déjà une année record et une avancée significative pour le programme des droits de l'enfant dans le pays par le biais des médias.

Cette sensibilisation a été amplifiée par les programmes « Jeunes Blogueurs » et « Jeunes Reporters » de l'UNICEF, qui ont renforcé l'engagement des jeunes par le biais des médias traditionnels et sociaux (677 blogs/vlogs/bandes dessinées et 440 émissions de radio diffusées sur 12 radios locales sur les questions relatives aux droits de l'enfant). Les publications sur les réseaux sociaux ont touché 7 000 559 personnes et généré 528 204 réactions en ligne.

En 2024, l'UNICEF Côte d'Ivoire s'est distingué en recevant le prestigieux prix « Brand Africa », ce qui en fait la marque la plus respectée du secteur à but non lucratif pour son impact exceptionnel sur les personnes, la société et l'environnement.



Du point de vue du programme, 2024 a été une année intense. Des efforts considérables ont été consacrés aux processus et consultations complexes relatifs au nouveau Plan national de développement (PND) 2026-2030, au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (PCNUDD) 2026-2030 et à l'élaboration du nouveau Document de programme de pays (DPP) 2026-2030. Ces processus ont été pilotés par le ministère de l'Économie, du Plan et du Développement, l'UNICEF jouant un rôle crucial en tant que partenaire technique et financier (PTF). L'UNICEF a activement participé à l'examen du PND, qui a permis d'identifier les défis prioritaires et les stratégies de développement pour le prochain PND 2026-2030, et a fourni un soutien technique pour les principales étapes de développement du PND.

Des efforts de plaidoyer renforcés ont permis de prioriser le développement humain et les investissements dans les secteurs sociaux dans le prochain PND 2026-2030. Parallèlement, l'UNICEF a poursuivi la mise en œuvre des priorités du programme de pays actuel, alignées sur le PND 2021-2025, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2021-2025, le Plan stratégique de l'UNICEF, le Plan d'action pour l'égalité des sexes 2022-2025, la contribution de l'UNICEF aux programmes de développement de l'Afrique et les Résultats clés pour les enfants (RCE) en Afrique de l'Ouest et du Centre. Cette mise en œuvre a bénéficié du leadership technique et des partenariats de l'UNICEF, en collaboration avec les agences des Nations Unies, les parties prenantes, la société civile, les autorités nationales et locales, ainsi que le secteur privé dans des domaines stratégiques clés.



# Budget



# Budget de Programme 2024 par composante



COMPOSANTE DU PROGRAMME	FONDS PROPRES	RESSOURCES MOBILISÉES/ DONATEURS	RESSOURCES MOBILISÉES/ URGENCES	TOTAL
Santé & VIH	1,262,958	27,688,086	5,985,442	34,936,486
Nutrition	917,075	1,574,467	8,509	2,500,051
Éducation	1,140,627	7,481,829	50,983	8,673,439
Protection de l'Enfant	1,215,806	1,595,844	-	2,811,650
Eau, Hygiène et Assainissement	990,093	2,736,160	308,390	4,034,643
Adolescent·e·s et Jeunes	1,045,801	2,093,440	3,703	3,142,944
Inclusion sociale	601,596	113,002	-	714,598
Efficacité du Programme	5,059,465	2,849,055	408,923	8,317,443
<b>TOTAL</b>	<b>12,233,421</b>	<b>46,131,883</b>	<b>6,765,950</b>	<b>65,131,254</b>

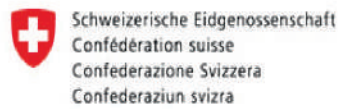


# Remerciements

# 12

# Merci

À tous les partenaires financiers :



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands

